

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1053

[2004/200749]

**19 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité Energie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 51, tel que modifié par l'article 63 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 2003 fixant les modalités de fonctionnement du Comité Energie, notamment l'article 3;

Vu la proposition de règlement d'ordre intérieur du Comité Energie du 21 janvier 2004;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte le règlement d'ordre intérieur du Comité Energie, annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE ENERGIE

1. GENERALITES

Article 1^{er} : Missions

En vertu de l'article 51, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, le Comité Energie est chargé d'émettre, à la demande du Gouvernement wallon, de la C.W.A.P.E. ou d'initiative, des avis sur l'orientation du marché régional de l'électricité et du gaz, dans le sens de l'intérêt général, du développement durable et des missions de service public.

Article 2 : Catégories de membres

En vertu de l'article 51, § 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, le Comité Energie est composé de 29 membres effectifs et de 29 membres suppléants. Il compte trois catégories de membres : les membres ayant voix délibérative (il s'agit des membres désignés à l'article 51 du décret § 2, points 1 à 5), les membres ayant voix consultative (article 51 du décret § 2, points 6 à 14) et le président et les administrateurs de la C.W.A.P.E. qui sont autorisés à participer aux réunions sans voix délibérative.

Article 3 : Présidence et vice-présidence

Le Comité élit un président et un vice-président à la majorité simple pour un délai de trois ans. Le président et le vice-président sont choisis parmi les membres ayant voix délibérative.

Pour l'ensemble de ses activités, le Comité fonctionne sous l'autorité de son président, à défaut de celui-ci, de son vice-président, et à défaut de ce dernier, d'un membre désigné par le Comité.

Il s'agit notamment :

- d'assurer le bon fonctionnement du Comité;
- de l'organisation des travaux du Comité;
- de la convocation des membres;
- de la transmission d'avis et de rapports.

Lorsque le président est dans l'impossibilité d'exercer ces fonctions ou en cas de démission ou de décès, le vice-président assure la présidence jusqu'au terme du mandat. Le Comité pourvoit sans retard à la désignation d'un nouveau vice-président.

2. FONCTIONNEMENT

Article 4 : Membres

Les membres effectifs du Comité qui se trouvent dans l'impossibilité d'assister à une réunion doivent s'assurer de la présence de leur membre suppléant et, à défaut de membre suppléant, donner procuration à un autre membre, à l'exception d'un membre participant.

Un membre ne peut se voir attribuer qu'une seule procuration.

Article 5 : Convocation

Le Comité se réunit, à l'initiative du président ou à la demande d'un cinquième des membres, chaque fois que sa mission l'exige. Le président fixe l'ordre du jour. La convocation énonce les différents points de l'ordre du jour et comporte en annexe les documents relatifs à ceux-ci.

Les convocations sont adressées aux membres par courrier postal et électronique ou, en cas d'urgence, par le moyen le plus approprié, dans un délai utile. Copie, accompagnée de la documentation nécessaire est transmise, pour information, aux membres suppléants. Ceux-ci peuvent participer aux réunions.

En cas d'urgence dûment justifiée, les documents relatifs à l'ordre du jour peuvent être distribués en séance.

Article 6 : Réunions du Comité

Les réunions se tiennent au siège du Conseil économique et social de la Région wallonne sauf s'il en est autrement mentionné dans la convocation.

Conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les modalités de fonctionnement du Comité Energie, le Comité se réunit au moins quatre fois par an.

Les procès-verbaux des réunions du Comité sont rédigés dans les quinze jours et, après accord du président, adressés aux membres du Comité.

Les procès-verbaux des réunions du Comité sont soumis à l'approbation des membres du Comité lors de la réunion suivante.

Article 7 : Confidentialité

Les procès-verbaux ainsi que tout document sur lequel la mention « confidentiel » est spécifiée sont tenus confidentiels. Les avis émanant du Comité sont publics après avoir été communiqués au Ministre et/ou personnes ayant sollicité l'avis.

Article 8 : Modalités de délibération

Le Comité ne délibère valablement que si au moins la moitié des membres ayant voix délibérative est présente ou représentée par procuration tel que défini à l'article 2. Si cette condition n'est pas remplie, le Comité est convoqué à nouveau avec le même ordre du jour. Il délibère alors quel que soit le nombre de membres présents.

Les délibérations du Comité se prennent par consensus et sont coulées sous forme d'un rapport ou d'un avis. En cas de désaccord, les rapports ou les avis sont pris à la majorité des voix émises. Dans cette hypothèse, il est fait mention des votes de minorité si les auteurs le demandent. Les votes sont nominatifs et sont inclus dans les rapports ou avis. Ces rapports ou avis sont transmis par le président au Ministre et/ou aux personnes qui les ont sollicités.

Article 9 : Budget

A la majorité des membres, le Comité arrête annuellement son budget pour le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'exercice concerné.

Il le soumet au Ministre. Le budget est approuvé par le Gouvernement wallon.

Le budget couvre les frais de fonctionnement, la rémunération des jetons de présence, les indemnités, et les frais de déplacement des membres du Comité. Le budget est pris en charge par la Région.

Article 10 : Frais et indemnités

Les frais et indemnités sont fixés par le Gouvernement wallon.

Article 11 : Secrétariat

Le secrétariat du Comité est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Dans la réalisation des tâches administratives de ses missions, le président bénéficie des services de secrétariat du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Article 12 : Courrier

Toute correspondance relative à tout ce qui concerne le Comité doit être adressée au président, à l'adresse du siège du secrétariat. Les archives du Comité sont conservées au secrétariat.

Article 13 : Prise d'effet

Le présent règlement produit ses effets à la date d'approbation par le Gouvernement wallon.

Le règlement d'ordre intérieur peut être modifié à la demande d'un-tiers des membres. Ces modifications doivent cependant être approuvées par les deux-tiers des membres ayant voix délibérative.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 février 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité Energie.

Namur, le 19 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1053

[2004/200749]

**19. FEBRUAR 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Energieausschusses**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des durch Artikel 63 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts abgeänderten Artikels 51;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 zur Festlegung der Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Energieausschusses beziehen, insbesondere Artikel 3;

Aufgrund der am 21. Januar 2004 durch den Energieausschuss vorgeschlagenen allgemeinen Dienstordnung;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die dem vorliegenden Erlass beiliegende allgemeine Dienstordnung des Energieausschusses.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 3 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Februar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

ALLGEMEINE DIENSTORDNUNG DES ENERGIEAUSSCHUSSES

1. ALLGEMEINES

Artikel 1: Aufgaben

Aufgrund des Artikels 51, § 1 des durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts abgeänderten Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird der Energieausschuss auf Antrag der Wallonischen Regierung, der «Commission wallonne pour l'énergie» (Wallonische Kommission für Energie) oder auf eigene Initiative damit beauftragt, Gutachten über die regionale Marktorientierung in Sachen Strom und Gas abzugeben, im Sinne des Wohls der Allgemeinheit, der nachhaltigen Entwicklung und der Aufgaben öffentlichen Dienstes.

Artikel 2: Mitgliederkategorien

Aufgrund des Artikels 51, § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, besteht der Energieausschuss aus 29 effektiven Mitgliedern und 29 stellvertretenden Mitgliedern. Er zählt drei Mitgliederkategorien: die Mitglieder mit einem Stimmrecht (es handelt sich um die in Artikel 51, § 2, Punkt 1 bis 5 des Dekrets vom 12. April 2001 erwähnten Mitglieder), die Mitglieder mit einer beratenden Stimme (Artikel 51, § 2, Punkt 6 bis 14 des Dekrets) und der Vorsitzende und die Verwaltungsratsmitglieder der Wallonischen Kommission für Energie (C.W.A.P.E.), denen es erlaubt ist, ohne Stimmrecht an den Sitzungen teilzunehmen.

Artikel 3: Vorsitz und stellvertretender Vorsitz

Mit einfacher Stimmenmehrheit wählt der Ausschuss einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden für eine Dauer von 3 Jahren. Der Vorsitzende sowie der stellvertretende Vorsitzende werden unter den stimmberechtigten Mitgliedern gewählt.

Für die Gesamtheit seiner Tätigkeiten handelt der Ausschuss unter der Aufsicht seines Vorsitzenden oder mangels dessen seines stellvertretenden Vorsitzenden und mangels dessen eines durch den Ausschuss bezeichneten Mitglieds. Es geht insbesondere darum:

- die reibungslose Arbeitsweise des Ausschusses zu gewährleisten;
- die Tätigkeiten des Ausschusses zu organisieren;
- die Mitglieder einzuberufen;
- die Gutachten und die Berichte zu übermitteln.

Wenn der Vorsitzende unmöglich seine Aufgaben ausführen kann oder im Falle seines Rücktritts oder Ablebens nimmt der stellvertretende Vorsitzende den Vorsitz bis zum Ende des Mandats wahr. Der Ausschuss nimmt schnellstens die Bezeichnung eines neuen stellvertretenden Vorsitzenden vor.

2. ARBEITSWEISE

Artikel 4: Mitglieder

Die effektiven Mitglieder, die unmöglich einer Sitzung beiwohnen können, müssen sich von der Anwesenheit ihres stellvertretenden Mitglieds vergewissern und in Ermangelung eines stellvertretenden Mitglieds einem anderen Mitglied, mit Ausnahme eines teilnehmenden Mitglieds, eine Vollmacht erteilen.

Jedem Mitglied kann nur eine Vollmacht erteilt werden.

Artikel 5: Einberufung

Jedes Mal wenn der Auftrag es erfordert, versammelt sich der Ausschuss auf Veranlassung des Vorsitzenden oder auf Anfrage von 1/5 der Mitglieder. Der Vorsitzende bestimmt die Tagesordnung. In der Einberufung werden die verschiedenen Punkte der Tagesordnung aufgeführt; sie enthält in der Anlage die diesbezüglichen Unterlagen.

Die Einberufungen werden den Mitgliedern per Post und per E-Mail oder in dringenden Fällen mit Hilfe des geeignetsten Mittels innerhalb einer angemessenen Frist zugestellt.

Eine Abschrift der notwendigen Unterlagen wird den stellvertretenden Mitgliedern zur Information übermittelt. Diese Mitglieder dürfen den Sitzungen beiwohnen.

In gebührend begründeten dringenden Fällen können die Unterlagen zur Tagesordnung während der Sitzung verteilt werden.

Artikel 6: Versammlungen des Ausschusses

Die Versammlungen finden im Sitz des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region statt, außer wenn dies in der Einberufung anders vermeldet wird.

Aufgrund des Artikels 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juli 2003 zur Festlegung der Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Energieausschusses beziehen, kommt der Ausschuss mindestens 4 Mal im Jahr zusammen.

Die Protokolle der Versammlungen des Ausschusses werden innerhalb von fünfzehn Tagen und nach dem Einverständnis des Vorsitzenden an die Mitglieder des Ausschusses verschickt.

Während der nächsten Versammlung werden die Protokolle der Billigung der Ausschussmitglieder unterworfen.

Artikel 7: Vertraulichkeit

Die Protokolle sowie jegliche Unterlagen, die speziell den Vermerk «Vertraulich» tragen, werden vertraulich gehalten. Nachdem die Gutachten des Ausschusses dem Minister und/oder den Personen, der und/oder die das Gutachten beantragt hat bzw. haben, übermittelt wurden, sind diese Gutachten öffentlich.

Artikel 8: Besluitmodaliteiten

Der Ausschuss kann nur ordnungsgemäß beschließen, wenn mindestens die Hälfte der stimmberechtigten oder wie in Artikel 2 bestimmt durch Vollmacht vertretenen Mitglieder anwesend ist. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Ausschuss erneut mit der gleichen Tagesordnung einberufen. Der Ausschuss beschließt dann unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Die Beschlüsse des Ausschusses werden im Einvernehmen getroffen und werden in der Form eines Berichts oder Gutachtens abgefasst. Bei Uneinigkeit werden die Berichte oder Gutachten mit der Mehrheit der ausgebrachten Stimmen erstellt. In diesem Fall wird auf Antrag der Urheber der Minderheitsabstimmung erwähnt. Die Abstimmungen geschehen namentlich und sind in den Berichten und Gutachten vermerkt.

Der Vorsitzende übermittelt diese Berichte oder Gutachten dem Minister und/oder den Personen, der und/oder die sie beantragt hat bzw. haben.

Artikel 9: Haushaltsplan

Jedes Jahr verabschiedet der Ausschuss seinen Haushaltsplan mit der Mehrheit der Mitgliederstimmen zum 1. September des Jahres, das dem betroffenen Haushaltsjahr vorabgeht.

Er legt ihn dem Minister vor. Der Haushaltsplan wird durch die Wallonische Regierung verabschiedet.

Der Haushalt deckt die Betriebskosten, die Anwesenheitsgelder, die Vergütungen und die Fahrtkosten der Mitglieder des Ausschusses. Die Wallonische Region übernimmt die Kosten des Haushalts.

Artikel 10: Kosten und Vergütungen

Die Kosten und die Vergütungen werden durch die Wallonische Regierung festgelegt.

Artikel 11: Sekretariat

Der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region gewährleistet das Sekretariat des Ausschusses.

Im Rahmen der mit seinen Aufträgen verbundenen Verwaltungsaufgaben nimmt der Vorsitzende die Dienste des Sekretariats des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region in Anspruch.

Artikel 12: Briefwechsel

Jeglicher Briefwechsel bezüglich des Ausschusses muss an den Vorsitzenden gerichtet werden, an die Adresse des Sitzes des Sekretariats. Das Archiv des Ausschusses wird im Sekretariat aufbewahrt.

Artikel 13: Wirksamkeit

Die vorliegende Verordnung wird am Datum der Billigung durch die Wallonische Regierung wirksam.

Die allgemeine Dienstordnung kann durch Antrag von $\frac{1}{3}$ der Mitglieder abgeändert werden. Diese Abänderungen müssen jedoch durch $\frac{2}{3}$ der stimmberechtigten Mitglieder genehmigt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Februar 2004 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Energieausschusses beigelegt zu werden

Namur, den 19. Februar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1053

[2004/200749]

**19 FEBRUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité « Energie »**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 51, zoals gewijzigd bij artikel 63 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 3 juli 2003 tot bepaling van de modaliteiten voor de werking van het Comité « Energie », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het voorstel van huishoudelijk reglement van het Comité « Energie » van 21 januari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gaande huishoudelijk reglement van het Comité « Energie » wordt door de Waalse regering aangenomen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET COMITÉ "ENERGIE"**1. ALGEMEEN****Artikel 1 : Opdrachten**

Krachtens artikel 51, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, brengt het Comité « Energie » op verzoek van de Waalse regering, van de 'Cwape' of op eigen initiatief advies uit i.v.m. de oriëntatie van de gewestelijke elektriciteits- en gasmarkt, rekening houdende met het algemeen belang, de duurzame ontwikkeling en de opdrachten van openbare dienst.

Artikel 2 : Categorieën van leden

Krachtens artikel 51, § 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt is het Comité « Energie » samengesteld uit 29 gewone en 29 plaatsvervangende leden. Het bestaat uit drie categorieën van leden : de stemrechtgerechtigde leden (leden bedoeld in artikel 51, § 2, 1 tot 5, van het decreet), de leden met raadgevende stem (artikel 51, § 2, 6 tot 14, van het decreet) en de voorzitter en de bestuurders van de « C.W.A.P.E. » die de vergaderingen mogen bijwonen zonder stemgerechtigd te zijn.

Artikel 3 : Voorzitterschap en ondervoorzitterschap

Het Comité kiest bij meerderheid van stemmen voor drie jaar een voorzitter en een ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitter worden gekozen onder de stemrechtgerechtigde leden.

Het Comité voert al zijn activiteiten uit onder het gezag van de voorzitter of, als hij verhinderd is, van de ondervoorzitter of, als deze laatste verhinderd is, van een lid dat het aanwijst.

Er moet o.a. gezorgd worden voor :

- de vlotte werking van het Comité;
- de organisatie van de werkzaamheden van het Comité;
- de oproeping van de leden;
- de overdracht van adviezen en verslagen.

Als die functies niet door de voorzitter vervuld kunnen worden of in geval van ontslag of van overlijden, wordt het voorzitterschap tot het einde van het mandaat door de ondervoorzitter waargenomen. Het Comité wijst onmiddellijk een nieuwe ondervoorzitter aan.

2. WERKING**Artikel 4 : Leden**

De gewone leden van het Comité die een vergadering niet kunnen bijwonen, moeten zich vergewissen van de aanwezigheid van hun plaatsvervanger en, bij gebrek aan een plaatsvervanger, een ander lid volmacht geven, met uitzondering van een deelnemend lid. Een lid mag slechts één keer volmacht krijgen.

Artikel 5 : Oproeping

Het Comité vergadert op initiatief van de voorzitter of op verzoek van één vijfde van de leden telkens als zijn opdracht het eist. De voorzitter bepaalt de agenda. De oproeping vermeldt de verschillende agendapunten en gaat vergezeld van de desbetreffende stukken.

De oproepingen worden binnen een nuttige termijn per post en e-mail of, in dringende gevallen, op de meest geschikte wijze naar de leden gestuurd. Een afschrift wordt samen met de nodige documentatie ter informatie aan de plaatsvervangende leden overgemaakt. Laatstgenoemden mogen de vergaderingen bijwonen.

In geval van behoorlijk gerechtvaardigde dringende noodzakelijkheid kunnen de stukken die de agenda betreffen tijdens de zitting uitgedeeld worden.

Artikel 6 : Vergaderingen van het Comité

De vergaderingen vinden plaats op de zetel van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse gewest), behalve als een andere plaats opgegeven wordt in de oproeping. Overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Waalse regering tot bepaling van de modaliteiten voor de werking van het Comité « Energie » vergadert het Comité minstens vier keer per jaar.

De notulen van de vergaderingen van het Comité worden binnen vijftien dagen opgesteld en met de instemming van de voorzitter aan de leden van het Comité gericht.

De notulen van de vergaderingen van het Comité worden op de volgende vergadering ter goedkeuring voorgelegd aan de leden van het Comité.

Artikel 7 : Vertrouwelijkheid

De notulen alsook elk document voorzien van de melding « vertrouwelijk » worden als vertrouwelijk beschouwd.

De adviezen uitgaande van het Comité zijn openbaar na de mededeling ervan aan de Minister en/of aan de personen die erom verzocht hebben.

Artikel 8 : Beraadslagingsmodaliteiten

Het Comité beraadslaagt slechts op geldige wijze als minstens de helft van de stemrechtgerechtigde leden aanwezig is of bij volmacht vertegenwoordigd worden zoals bepaald in artikel 2. Als die voorwaarde niet vervuld is, wordt het Comité opnieuw bijeengeroepen voor dezelfde agenda. Het beraadslaagt dan ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beraadslagingen van het Comité worden bij consensus genomen en zijn het voorwerp van een verslag of van een advies. In geval van onenigheid worden de verslagen of de adviezen bij meerderheid van stemmen goedgekeurd.

In die veronderstelling wordt gewag gemaakt van de minderheidsstemmen als de auteurs erom verzoeken. De stemmingen zijn nominatief en worden in de verslagen of adviezen opgenomen.

Die verslagen of adviezen worden door de voorzitter overgemaakt aan de Minister en/of aan de personen die erom verzocht hebben.

Artikel 9 : Begroting

Bij aanwezigheid van de meerderheid van de leden bepaalt het Comité zijn begroting jaarlijks uiterlijk 1 september van het jaar voorafgaand aan bedoeld boekjaar.

De begroting wordt door het Comité aan de Minister overgelegd. Ze wordt door de Waalse regering goedgekeurd.

De begroting dekt de werkingskosten, de presentiegelden, de vergoedingen en de reiskosten van de leden van het Comité. De begroting wordt door het Gewest ten laste genomen.

Artikel 10 : Kosten en vergoedingen

De kosten en vergoedingen worden door de Waalse regering bepaald.

Artikel 11 : Secretariaat

Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door de « Conseil économique et social de la Région wallonne ». Voor de uitvoering van zijn administratieve taken wordt de voorzitter bijgestaan door de diensten van het secretariaat van de « Conseil économique et social de la Région wallonne ».

Artikel 12 : Briefwisseling

Alle briefwisseling i.v.m. de vraagstukken die het Comité betreffen wordt ter attentie van de voorzitter aan het adres van de zetel van het secretariaat gericht. Het archief van het Comité wordt op het secretariaat bewaard.

Artikel 13 : Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op de datum van de goedkeuring ervan door de Waalse Regering.

Het huishoudelijk reglement kan gewijzigd worden op verzoek van één derde van de leden. De wijzigingen moeten evenwel goedgekeurd worden door twee derde van de stemrechtgerechtigde leden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 19 februari 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité « Energie ».

Namen, 19 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**MINISTERIE****VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2004 — 1054

[C — 2004/31064]

29 JANUARI 2004. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 74 van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Op de voordracht van de Minister belast met Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 35 en 64, § 2, van de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw treden in werking op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 29 januari 2004.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

D. DUCARME,

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek

MINISTERE**DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2004 — 1054

[C — 2004/31064]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 74 de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 35 et 64, § 2, de l'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 janvier 2004.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

D. DUCARME,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

MINISTERIE**VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2004 — 1055

[C — 2004/31065]

29 JANUARI 2004. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de tenuitvoerbrenging, via een bijzonder bestemmingsplan van het gebied van gewestelijk belang nr. 13

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001 tot goedkeuring van het Gewestelijk Bestemmingsplan;

MINISTERE**DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2004 — 1055

[C — 2004/31065]

29 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre, par plan particulier d'affectation du sol de la zone d'intérêt régional n° 13

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'Ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, en particulier ses articles 60 à 65;

Vu l'arrêté du 3 mai 2001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant le Plan régional d'affectation du sol;